

Projet Obama : une révolte violente mais instructive

Posté le : 16 août 2009 23:36 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Attitudes, Réforme, Economie et politique

La réaction violente aux projets d'Obama interpelle aussi la France et l'Europe.

Les médias et les politiques français sont totalement surpris par la vigueur de l'opposition qui s'exprime aux Etats unis contre les projets d'Obama en matière de Sécurité Sociale Universelle. Cela porte témoignage moins sur ce que sont les Etats- Unis que sur ce qu'est devenue la France.

En France la droite et la gauche partagent désormais des conceptions quasiment identiques. Un « filet » social doit être tendu sous la société française de telle façon qu'à tout âge et en toutes circonstances, l'argent public vienne se substituer aux ressources manquantes ou les compléter.

Le gouvernement Français actuellement cherche à colmater le dernier « trou » existant dans le système français, la subvention aux inactifs de 18 à 25 ans.

Une fois ce maillon faible supprimé, il sera possible de vivre ad vitam aeternam aux frais du reste de la société.

Le dispositif est complété par de très nombreuses gratuités qui permettent d'assurer à des familles qui ne travaillent pas tous les services considérés comme essentiels, et leur liste s'allonge sans cesse.

La santé est gratuite pour tous, quelque soit l'âge et la situation du malade. L'enseignement primaire secondaire et supérieur est pratiquement gratuit. Une large partie de l'offre culturelle et sportive est également rendue gratuite ou très largement subventionnée. Le « droit opposable au logement » qui vient d'être déclaré, complète un système où il suffit d'être là pour devenir créancier du reste de la société.

Subventions et gratuités sont assurées sans grandes contraintes de statut ou de durée. On a vu que les enfants d'immigrés clandestins ont droit à l'école gratuite, à la santé gratuite etc. Toutes les failles du dispositif sont activement dénoncées pour que le principe socialiste, à chacun selon ses besoins en toutes circonstances, soit complètement appliqué. Et les gouvernements successifs, qu'ils soient de droite ou de gauche cèdent aux pressions après un faux semblant de résistance.

Le grand virage a été pris à l'initiative de Rocard avec le RMI. Pour la première fois on faisait sauter le verrou symbolique essentiel : on subventionnerait en argent liquide et pas seulement en prestations en nature même ceux qui sont capables de travailler et qui ont pris le parti de ne jamais le faire.

Pour peu que l'on accepte une vie frugale, il est possible, de la naissance à la mort, de se faire porter intégralement par la société sans jamais travailler. Le niveau de vie assuré, toutes prestations incluses, est supérieur à celui des trois quarts de l'humanité qui travaillent dans le monde.

Lors d'un voyage officiel d'un Président Français en Algérie, acclamé par le cri passionné des foules : « des visas » « des visas », un journaliste de télévision questionne une adolescente sur le bord de la route. Que penses-tu de la France ? « C'est un pays extraordinaire où on gagne dix fois plus à ne rien faire que nous ici en travaillant ». Ce cri du cœur dit tout de l'exceptionnelle situation

française. La guerre d'Algérie et tout le tintoin : rien à en faire ! Mais vivre à l'œil indéfiniment, voilà qui mérite attention.

Dès qu'une gratuité et une indemnité a été accordée, elle est vue comme un avantage acquis pour l'éternité qu'il faut perpétuer et étendre. L'homme politique et le journaliste qui élèveraient une objection ou qui contesterait l'extension illimitée du système serait immédiatement exclu. Le « oui mais » reste possible, mais il ne faut pas non plus en abuser. Allocations et gratuités pratiquement sans conditions sont devenues les mamelles de la démocratie française.

Personne ne veut qu'on lui indique le coût extravagant de cette folie.

En 1999, avant les manipulations qui ont été faites pour maquiller le système, le plus humble des travailleurs était l'occasion de prélèvements représentant 60% de son salaire brut, en incluant les charges patronales ; les mêmes chiffres étaient de 65% pour un employé moyen, de 70% pour un petit cadre, de 75% pour les cadres moyens et de 80 à 85 pour les entrepreneurs individuels et les cadres supérieurs. Avec l'ISF, on dépassait allégrement les 100% de prélèvement.

Ces chiffres mille fois justifiés et mille fois publiés, ont fini par inquiéter les politiques qui ont pris deux mesures phares chargées de « casser le thermomètre ». On a « supprimé » une grosse partie des charges sociales pour les Smicards ; on a institué un « bouclier fiscal ». Du coup il n'était plus possible d'écrire que le Smicard était l'occasion d'un prélèvement de 60%, injustifiable, ni qu'on pouvait être taxé à plus de 100%, un taux confiscatoire tout aussi injustifiable.

Ces mesures, prises par la droite, l'ont été pour sauver le système qui autrement aurait fini par exploser. Ce sont des artifices. Les charges sociales des smicards ont été simplement transférées sur l'impôt et, faute de ressources suffisantes, sur la dette. Le sauvetage de l'ISF n'est qu'un replâtrage intenable qui sautera un jour ou l'autre. Ces exemples récents montrent que la droite est surtout désireuse de maintenir et d'amplifier un système social d'inspiration pleinement socialiste. Une des raisons des difficultés du Parti Socialiste tient au fait que le langage et l'action des partis de droite de pouvoir en France sont purement et simplement les siens.

A l'inconvénient d'une fiscalité extravagante s'ajoute naturellement un endettement qui n'a cessé de croître depuis qu'à l'initiative de MM. Giscard et Chirac, la France est entrée dans l'ère de « l'énarchie compassionnelle ». A l'endettement structurel s'est ajouté celui né des différentes récessions, et particulièrement la dernière, au point que plus personne ne sait comment éviter que la spirale de l'endettement ne s'amplifie. Pire encore, comment rembourser : la dépense publique est supérieur à la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand !

Le taux d'emploi en France est ridiculement bas. La proportion des personnes en âge de travailler mais qui ne le font pas est en France est un record du monde. Nous avons les taux les plus bas d'emploi des jeunes, des femmes, des personnes de plus de 50 ans et des immigrés. Le chiffre le plus tragique de l'histoire économique nationale est le nombre de salariés du secteur marchand qui n'est même pas au quart de la population totale. Par rapport à la moyenne des pays de niveau économique comparable, il manque entre 5 et 10 millions d'emplois ! Une paille !

Ce manque à gagner grimpe constamment et ce n'est évidemment pas la crise actuelle qui va le réduire.

Personne ne sait comment assurer l'avenir d'un tel système qui craque déjà de partout et ne pourra que se révéler intenable lorsque qu'il nous sera plus possible d'emprunter. On risque alors de

constater qu'il est impossible de le réformer dans la douceur et à la marge. Le papy boom, la capture économique de l'industrie par la Chine, de l'agriculture par des pays émergents comme le Brésil, s'ajoutant au poids de la dette accumulée et au nombre des personnes dont l'emploi ou le non emploi sont subventionnés et qui exigent que l'on continue, risquent de créer une situation incontrôlable.

Personne ne sait où l'on va et comment la France terminera cette expérience généreuse mais aux conséquences à terme probablement des plus funestes. Sans compter l'injustice faite ici et maintenant à tous ceux qui voient leur vie de travail ruinée par le fisc et l'effondrement progressif de l'économie française.

Les projets d'Obama laissent penser à de nombreux américains que l'avenir qu'on leur propose est celui que la France a choisi et qu'ils appellent sans fausse pudeur le socialisme. Et ils ne veulent pas entendre parler du socialisme.

Quel est le fond idéologique sur lequel ils s'appuient ? Il est très simple. Ces américains considèrent qu'une personne en âge de travailler et qui le peut doit le faire. S'il le fait il pourra, en fonction de son travail et de ses mérites, se soigner et assurer les dépenses de sa famille. L'Etat, et la charité, très importante dans ce pays porté à la religion, ne doit s'intéresser qu'aux enfants et aux personnes âgées (Medicare et medicaid) ainsi qu'aux handicapés. L'enseignement de base est gratuit. Mais pas l'enseignement supérieur qui est investissement qui relève des choix et des capacités individuelles. Le chômage la maladie et la retraite des adultes relèvent de l'assurance et non de la subvention. Des programmes ciblés peuvent être mis en place, dans les communautés, les Etats régionaux voir à l'échelon fédéral, pour aider à sortir de conditions difficiles. Mais ils ne peuvent être que temporaires.

Il appartient donc aux individus, aux communautés de base comme la famille ou la communauté religieuse, ainsi qu'à la communauté de travail qu'est l'entreprise, de faire leur affaire de la couverture des risques sociaux des personnes capables de travailler.

L'agressivité extrême qui se manifeste contre les projets d'Obama ne s'explique pas autrement : on touche à un des piliers moraux de la société américaine et de la société tout court. Toute personne en âge de contribuer à la société doit le faire. Et c'est à elle de prendre les décisions qu'elle juge bonne, en association avec les communautés de base, pour faire face aux aléas de la vie. Big Brother est un ennemi contre lequel il faut lutter sans concession : vade retro satanas !

La question qui se pose aux Français et plus largement aux Européens, c'est de savoir si le système inverse qu'ils ont mis en place et dont personne ne sait comment le maintenir, ne finira pas par exploser pour laisser la place, au mieux, au système américain actuel.

Il n'est pas sûr que les nécessités ne nous fassent pas revenir à une conception de l'aide sociale plus ciblée et plus temporaire. Pourrons-nous réellement conserver la couverture intégrale du « petit risque » ? C'est très peu probable. Pourrons-nous réellement conserver un système de gratuité totale et universel pour l'enseignement supérieur ? Le chemin contraire est en route. Les universités poubelles qui fabriquent du chômeur en masse n'ont plus la cote. On voit que notre merveilleux système nous a interdit en fait de faire le nécessaire pour les handicapés et les grands maladies de la vieillesse. On a changé le RMI dans l'espoir avec le RSA de favoriser tout de même le retour à l'emploi. Il est plus que probable que ce sera un échec total et pas seulement à cause de la récession actuelle qui masquera le fait longtemps mas pas éternellement.

La récession a avancé pour nous Français la croisée des chemins. Plutôt que de nous effarer sur la réaction d'une grande partie du peuple américain, réaction qui risque de mettre par terre les espoirs

d'Obama, nous devrions plutôt nous interroger sur nos propres options d'avenir. Elles sont d'autant plus complexes que nous n'avons aucune des qualités communautaires pratiquées aux Etats Unis.

Le jour où l'Etat cassera et ne pourra ni pousser la fiscalité, ni emprunter, n'est pas si loin. Nous avons non seulement à nous interroger sur la sortie de crise mais aussi sur la sortie d'un système impossible dont il serait aventuré de penser qu'il puisse durer lui non plus éternellement.

Plutôt que de se gausser de l'électorat républicain américain, les intellectuels, les économistes et les dirigeants politiques français devraient plutôt s'interroger sur l'évolution nécessaire de leurs méthodes actuelles, avant que la réalité ne s'impose dans le désarroi total de ces mêmes élites. De la même façon que beaucoup de démocrates aux Etats-Unis se montrent inquiets des projets d'Obama. Tout le monde sent bien que les enjeux sont d'une extrême gravité.

La question posée n'est pas qu'américaine. Elle transcende les nations comme les camps et les partis. Français et européens seraient bien avisés de ne pas se contenter de caricaturer les débats américains pour fuir toute réflexion d'avenir sur des solutions réellement durables. De même que les Américains n'ont rien à gagner à un débat outrancier sur des bases purement politico idéologiques.

Didier Dufau et Lewis Holden pour le Cercle des Economistes E-toile